

## Une vraie politique de l'enseignement des langues

Aurélien Boivin

---

Number 139, Fall 2005

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/51257ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Les Publications Québec français

### ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this document

Boivin, A. (2005). Une vraie politique de l'enseignement des langues. *Québec français*, (139), 1–1.

# Une vraie politique de l'enseignement des langues

Q

*Québec français* est d'avis qu'il faut favoriser, dès le 2<sup>e</sup> cycle du primaire, l'apprentissage d'une langue, autre que l'anglais, comme l'espagnol, l'italien ou l'allemand et, dans certaines grandes villes comme Montréal, l'arabe, l'arménien, le portugais, le grec, etc.

*Québec français* souhaite que le Québec se dote d'une vraie politique de l'enseignement des langues et est partisan du plurilinguisme au sein de la société québécoise, sans que l'apprentissage du français soit menacé ou diminué, sans non plus que les députés, de quelque parti que ce soit, fassent de l'enseignement de l'anglais une approche « électoraliste ». *Québec français* est d'avis qu'il faut favoriser, dès le 2<sup>e</sup> cycle du primaire, l'apprentissage d'une langue, autre que l'anglais, comme l'espagnol, l'italien ou l'allemand et, dans certaines grandes villes comme Montréal, l'arabe, l'arménien, le portugais, le grec, etc. Même qu'il serait souhaitable, comme on le fait dans certaines régions où les autochtones sont en nombre suffisant, de favoriser l'apprentissage de la langue de leurs ancêtres, premiers habitants de leur territoire. C'est donc dire que *Québec français* demande au gouvernement libéral de Monsieur Jean Charest de renoncer à instaurer obligatoirement l'enseignement de l'anglais dès la première année du primaire. Comme plusieurs spécialistes, la revue préconise plutôt l'enseignement d'une autre langue au primaire et l'enseignement intensif de l'anglais au secondaire. Plusieurs le reconnaissent, l'enseignement de cette langue est actuellement, et dans bien des cas, un échec. Les professeurs ne sont pas toujours bien préparés et certains d'entre eux s'improvisent spécialistes. Posons la question : comment se fait-il qu'au Québec on apprenne l'anglais depuis la 3<sup>e</sup> année du primaire, que l'on poursuive cet enseignement pendant les cinq années du secondaire et que les élèves arrivent au cégep ou à l'université sans avoir une maîtrise suffisante de cette langue ? Au lieu de penser uniquement à l'anglais, il est temps, comme le suggère le Conseil supérieur de la langue française, de favoriser le plurilinguisme tout en soutenant nos hommes et femmes politiques pour que le Québec se donne, une bonne fois pour toute, une véritable politique de l'enseignement des langues, en favorisant d'abord, comme il se doit dans un État où le français est la seule langue officielle, l'enseignement adéquat de cette langue, puis des autres langues, dont l'anglais, sans que, parmi ces autres langues, l'une soit obligatoire. En agissant ainsi, en rendant obligatoire l'enseignement de l'anglais, on nuit à l'apprentissage de ceux et celles qui connaissent déjà parfaitement cette langue et qui perdent ainsi leur temps. Pourquoi ne pas favoriser l'apprentissage de quelques langues. On verra que, sans être forcés, au moins 85 % des élèves du secondaire choisiront l'anglais. Dans les pays européens, comme en Allemagne ou dans les ex-pays de l'Est, tels la Roumanie et la Bulgarie, au terme du secondaire ou du lycée, les élèves maîtrisent au moins trois langues. Ici, au Québec, on n'en maîtrise correctement aucune, pas même la langue maternelle, souvent écorchée tant à l'oral qu'à l'écrit. Faut-il rappeler que sans la connaissance parfaite d'une langue, l'apprentissage d'une autre langue, fût-ce l'anglais, n'est pas garant de succès ? Il y a certes un problème au Québec et il est temps qu'on songe à le régler, tout en souhaitant que l'on accorde suffisamment de temps à l'enseignement d'une troisième langue, non pas comme on le fait présentement s'il reste du temps dans les cursus. Depuis 1970, depuis le *Plan de développement des langues* du ministre libéral d'alors, François Cloutier, l'Association québécoise des professeurs de français et la revue *Québec français*, au sein du Mouvement Québec français, souhaitent une véritable politique de l'enseignement des langues et une meilleure formation des enseignantes et enseignants.

Aurélien Boivin